

Certificat AGRC en lutte contre le blanchiment d'argent (AML) - Syllabus

A propos de l'Association of Governance, Risk & Compliance (AGRC)

L'AGRC est une organisation professionnelle mondiale à but non lucratif d'accréditation et de certification, ainsi qu'une plateforme de mise en réseau. L'AGRC vise à faciliter l'échange de connaissances et le partage d'expériences entre les professionnels de la conformité, du risque et de la gouvernance (GRC) dans le but de développer sa communauté afin d'assurer la conformité réglementaire multi-juridictionnelle dans les services financiers et d'échanger des valeurs, des expériences, de l'expertise et des opportunités professionnelles.

Objectif de la certification

Cette certification vise à offrir aux individus les outils, les informations et les compétences nécessaires pour devenir des professionnels très demandés par les institutions financières et autres organisations qui cherchent à créer ou à renforcer leurs divisions de lutte contre le blanchiment d'argent. Ce certificat permettra aux participants d'acquérir une connaissance approfondie de ce qui constitue le blanchiment d'argent et de ce qui a été mis en pratique dans le monde entier pour le prévenir ou le limiter d'un point de vue juridique, réglementaire, politique, économique et de mise en œuvre.

Certificat et heures de formation

Le nombre recommandé d'heures d'apprentissage et de formation est de 15 à 20. Cela ne comprend pas le temps supplémentaire consacré à l'étude, à la révision et à la préparation de l'examen. Un candidat doit s'attendre à consacrer 15 heures d'étude supplémentaires pour réussir l'examen, en fonction de ses connaissances préalables et/ou de son expérience professionnelle.

Informations sur l'examen

Type d'examen	Questions à choix multiples (QCM)
Nombre de questions	40 questions
Note de passage	70/100
Durée de l'examen	60 minutes
Méthode de livraison	Sur ordinateur

Objectifs d'apprentissage - Niveau Bloom

Basés sur la **taxonomie de Bloom**, les certificats de l'AGRC préparent les étudiants à acquérir des connaissances qui couvrent les niveaux 1, 2 et 3 de Bloom.

- **Niveau 1 - Se souvenir** : Rappeler les faits relatifs à la lutte contre le blanchiment d'argent et être capable de définir les principaux concepts impliqués dans le secteur de la lutte contre le blanchiment d'argent.
- **Niveau 2 - Comprendre** : Expliquer, décrire, identifier et discuter les idées ou concepts principaux relatifs à la lutte contre le blanchiment d'argent.
- **Niveau 3 - Appliquer** : Utiliser, appliquer et mettre en œuvre les informations acquises dans

info@agrc.org | www.agrc.org | 34 Lime Street, London, EC3M 7AT
Connecter la communauté GRC

de nouveaux scénarios et résoudre des problèmes ou relever des défis liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.

Contenu du certificat

Chapitre 1 : Blanchiment de capitaux (ML) et financement du terrorisme (TF)

Objectifs d'apprentissage

À l'issue de cette section, les étudiants seront en mesure de faire ce qui suit :

- ✓ Expliquer les étapes fondamentales du blanchiment d'argent.
- ✓ Identifier les méthodes utilisées pour le blanchiment d'argent.
- ✓ Définir le blanchiment d'argent et les infractions qui lui sont associées.
- ✓ Définir le financement du terrorisme.
- ✓ Interpréter les similitudes et les différences entre ML et TF.
- ✓ Identifier les menaces qui pèsent sur l'intégrité du système financier mondial et qui favorisent la criminalité financière.
- ✓ Interpréter le risque de réputation que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme font peser sur une organisation.
- ✓ Énumérer les types d'activités courantes qui peuvent être poursuivies en tant qu'infraction terroriste.

1.1 Comprendre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

- 1.1.1 L'étendue globale du problème
- 1.1.2 Conséquences macroéconomiques
- 1.1.3 Les trois étapes fondamentales du blanchiment d'argent
- 1.1.4 Financement du terrorisme
- 1.1.5 L'utilisation d'organisations à but non lucratif dans le financement du terrorisme

1.2 Blanchiment de capitaux et financement du terrorisme

- 1.2.1 Similitudes entre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
- 1.2.2 Différences entre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
- 1.2.3 Incrimination du blanchiment d'argent et d'autres infractions

Chapitre 2 : Contrôle de la lutte contre le blanchiment d'argent

Objectifs d'apprentissage

À l'issue de cette section, les étudiants seront en mesure de faire ce qui suit :

- ✓ Identifier les organismes internationaux qui influencent l'environnement réglementaire de la lutte contre le blanchiment d'argent (GAFI, Commission européenne, MONEYVAL, Comité de Bâle, Groupe de Wolfsberg, etc.)
- ✓ Expliquer les 40 recommandations du GAFI.
- ✓ Décrire les principales dispositions des 4e, 5e et 6e directives européennes sur le blanchiment d'argent.

2.1 Organismes de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

- 2.1.1 Le GAFI
- 2.1.2 COMMISSION EUROPÉENNE
- 2.1.3 MONEYVAL
- 2.1.4 Le comité BASEL
- 2.1.5 Le groupe Wolfsberg

2.1.6 Le groupe Egmont

2.2 Normes mondiales de lutte contre le blanchiment d'argent

- 2.2.1 Les 40 recommandations du GAFI
- 2.2.2 Les directives européennes
- 2.2.3 La 4ème directive AML
- 2.2.4 La 5e directive sur le blanchiment d'argent
- 2.2.5 La 6ème directive AML

Chapitre 3 : Le programme de conformité AML

Objectifs d'apprentissage

À l'issue de cette section, les étudiants seront en mesure de faire ce qui suit :

- ✓ Démontrer comment la gouvernance joue un rôle important dans l'application d'un programme de lutte contre le blanchiment d'argent.
- ✓ Comprendre le rôle du conseil d'administration, de l'auditeur interne et du responsable de la conformité.
- ✓ Mettre en œuvre les politiques et procédures appropriées qui doivent être en place dans chaque entité obligée.
- ✓ Décrire les avantages de la fonction d'audit interne.
- ✓ Expliquer le rôle et les responsabilités du responsable de la conformité en matière de blanchiment de capitaux (MLCO).
- ✓ Reconnaître l'importance de l'éducation et de la formation des employés.

3.1 Éléments d'un programme de conformité AML efficace

- 3.1.1 Le conseil d'administration
- 3.1.2 La fonction d'audit interne
- 3.1.3 Le responsable de la conformité en matière de blanchiment de capitaux (MLCO)
- 3.1.4 Obligations des employés, formation et sensibilisation continue

3.2 Mise en place d'une politique de risque acceptable

- 3.2.1 Politique d'acceptation des clients
- 3.2.2 Mise en place de politiques et de procédures appropriées

Chapitre 4 : L'approche fondée sur les risques (RBA) en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme

Objectifs d'apprentissage

À l'issue de cette section, les étudiants seront en mesure de faire ce qui suit :

- ✓ Définir les risques pertinents et les obligations fondamentales d'une organisation.
- ✓ Comprendre le concept de l'approche fondée sur les risques en matière de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.
- ✓ Mettre en œuvre une identification et une évaluation appropriées des risques de blanchiment d'argent.

- ✓ Énumérer et expliquer les facteurs qui doivent être pris en compte par une entité obligée lors de l'évaluation des risques de blanchiment d'argent posés par une relation d'affaires.
- ✓ Appliquer une approche fondée sur les risques (RBA) et des évaluations des risques à l'échelle de l'entreprise.

4.1 Comprendre les risques

- 4.1.1 L'évaluation supranationale des risques de l'UE
- 4.1.2 Évaluations nationales des risques
- 4.1.3 L'importance de l'ABR
- 4.1.4 Application de la RBA
- 4.1.5 Évaluation des risques à l'échelle de l'entreprise
- 4.1.6 Identification des risques de blanchiment d'argent dans les relations d'affaires
- 4.1.7 Évaluation du risque client
- 4.1.8 L'approche fondée sur le risque dans le financement du terrorisme

4.2 Facteurs de risque

- 4.2.1 Approche fondée sur les risques facteurs de risque

4.3 Gestion des risques

- 4.3.1 Traitement de la gestion des risques

4.4 Classification des clients

- 4.4.1 Évaluation des risques LBC/FT
- 4.4.2 Pondération des facteurs de risque

Chapitre 5 : Le devoir de vigilance à l'égard de la clientèle (CDD)

Objectifs d'apprentissage

À l'issue de cette section, les étudiants seront en mesure de faire ce qui suit :

- ✓ Définir et expliquer le CDD.
- ✓ Énumérer et décrire les différents types de CDD et leur application.
- ✓ Reconnaître et interpréter la surveillance des transactions et la déclaration des transactions suspectes.

5.1 Connaissance du client (KYC) et diligence raisonnable à l'égard du client (CDD)

- 5.1.1 Quand les règles KYC et CDD sont-elles appliquées ?
- 5.1.2 Procédures de connaissance du client (KYC) et de vigilance à l'égard de la clientèle (CDD)
- 5.1.3 L'accueil des clients et la connaissance du client (KYC)

5.2 Mesures de diligence raisonnable simplifiées et renforcées

- 5.2.1 Diligence raisonnable simplifiée (DDS)
- 5.2.2 Diligence raisonnable renforcée (DDR)
- 5.2.3 Application des mesures EDD

5.3 Autres obligations CDD

- 5.3.1 Exigences en matière d'archivage et de conservation des données
- 5.3.2 Suivi des transactions
- 5.3.3 Déclaration de transactions et d'activités suspectes (STR/SAR)
- 5.3.4 Déclaration des transactions suspectes dans l'UE et aux États-Unis
- 5.3.5 Mise en œuvre des normes KYC dans un contexte transfrontalier

Chapitre 6 : Sanctions économiques internationales

Objectifs d'apprentissage

À l'issue de cette section, les étudiants seront en mesure de faire ce qui suit :

- ✓ Identifier à la fois la définition et l'objectif des sanctions économiques internationales.
- ✓ Démontrer la différence entre les différentes formes de sanctions (unilatérales et multilatérales) et leurs catégories (globales et intelligentes, primaires et secondaires).
- ✓ Comprendre pourquoi les États-Unis ont fait un usage intensif des sanctions secondaires.
- ✓ Reconnaître les conditions dans lesquelles les sanctions sont efficaces.
- ✓ Expliquez la différence entre les décisions prises de manière multilatérale et unilatérale.
- ✓ Décrire le cadre décisionnel des deux principales institutions internationales (l'UE et l'ONU).
- ✓ Expliquer les limites de l'UE et de l'ONU lorsqu'elles décident de recourir à des sanctions.
- ✓ Comprendre le cas des États-Unis comme celui d'un État souverain qui a choisi d'imposer unilatéralement des sanctions, y compris des sanctions secondaires.
- ✓ Reconnaître comment les États-Unis peuvent faire pression sur d'autres pays pour qu'ils adoptent leur politique de sanctions.

6.1 Comprendre les sanctions

- 6.1.1 Définitions clés
- 6.1.2 Formes de sanctions
- 6.1.3 Catégories de sanctions
- 6.1.4 Sanctions primaires et secondaires
- 6.1.5 Quand les sanctions sont-elles efficaces ?

6.2 Listes de sanctions

- 6.2.1 Sanctions des Nations Unies
- 6.2.2 Les sanctions de l'Union européenne
- 6.2.3 Sanctions unilatérales : Le cas des États-Unis
- 6.2.4 Pourquoi les États-Unis prennent-ils des sanctions unilatérales ?
- 6.2.5 Cadre décisionnel américain
- 6.2.6 Administration du programme de sanctions - Qui exécute les décisions du président ?
- 6.2.7 La règle des 50 % de l'OFAC pour les entités
- 6.2.8 Autres agences importantes et pertinentes du pouvoir exécutif

6.3 Stratégie de conformité aux sanctions

- 6.3.1 Évaluation du risque de sanctions

Chapitre 7 : Vulnérabilité des institutions financières au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme

Objectifs d'apprentissage

À l'issue de cette section, les étudiants seront en mesure de faire ce qui suit :

- ✓ Énumérer et expliquer les vulnérabilités des fonctions bancaires suivantes :
 - Gestion de patrimoine
 - Prêts et facilités de crédit
 - Correspondance bancaire
 - Banque d'investissement
 - Financement du commerce international
- ✓ Définir et interpréter les vulnérabilités d'autres secteurs financiers tels que :
 - Assurance
 - Le secteur des valeurs mobilières et les instruments financiers
 - Monnaies numériques ou virtuelles
 - Entreprises de transfert de fonds

7.1 Vulnérabilité des services bancaires au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme

- 7.1.1 Gestion de patrimoine
- 7.1.2 Correspondance bancaire
- 7.1.3 Prêts et facilités de crédit
- 7.1.4 Banque d'investissement
- 7.1.5 Financement du commerce international

7.2 Autres secteurs

- 7.2.1 Produits d'assurance
- 7.2.2 Le secteur des valeurs mobilières
- 7.2.3 Monnaies numériques ou virtuelles
- 7.2.4 Bureaux de transfert de fonds et de change

Chapitre 8 : Études de cas sur le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Objectifs d'apprentissage

À l'issue de cette section, les étudiants seront en mesure de faire ce qui suit :

- ✓ Décrire comment les institutions financières peuvent ne pas mettre en œuvre des mécanismes adéquats de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme et l'impact que de telles défaillances peuvent avoir.

8.1 Étude de cas 1 - Danske Bank

8.2 Étude de cas n° 2 - Swedbank AB

Chapitre 9 : Glossaire

Chapitre 10 : Questions pratiques

Matériaux de référence

1. Organisations mondiales de lutte contre le blanchiment d'argent
2. Ressources utiles